



ENTRETIEN

LAURENT BERGER

“Je ne vais pas m'enfermer dans une caverne”

Le secrétaire général de la CFDT quittera ses fonctions le 21 juin, mais promet de continuer à “militier pour plus de solidarité”. Alors qu’il publie “Du mépris à la colère”, il dresse le bilan de la mobilisation contre la réforme des retraites, précise les conditions d’une reprise du dialogue social et plaide pour “remettre le travail au cœur du débat public”

Propos recueillis par MAËL THIERRY, SYLVAIN COURAGE et AGATHE RANC
 Photo DENIS ALLARD

Après la promulgation de la loi sur les retraites et le nouveau rejet d’une proposition de RIP par le Conseil constitutionnel le 3 mai, croyez-vous encore qu’il est possible de revenir sur le report de l’âge légal de départ à la retraite à 64 ans ?

Le rejet du RIP est une déception, mais nous nous y attendions. Nous prenons acte. Le vote du 8 juin à l’Assemblée nationale sur la proposition de loi d’abrogation de la réforme sera un moment important. Les députés se prononceront pour la première fois sur la réforme. Si le refus l’emporte, cela nécessitera un acte de sagesse de l’exécutif : j’en appellerai à la responsabilité du gouvernement pour ne pas publier les décrets d’application.

Si l’âge légal de 64 ans était rejeté ce 8 juin, imaginez-vous le gouvernement reculer ?

Il faut être clair : cela ne voudrait pas dire que la loi serait abrogée. Mais ce serait un acte politique fort, qui se conjuguerait avec une opinion toujours très majoritairement opposée à cette réforme. Il y a deux mois, lorsque j’ai choisi le titre de mon livre, mes collègues étaient étonnés : n’est-ce pas un peu bizarre pour toi, le syndicaliste réformiste, de parler de colère ? Pourtant, aujourd’hui, nous

en sommes bien là. Maintenant, est-ce que je crois à la sagesse du président de la République ? Disons que j’ai payé pour ne pas être naïf, mais que le match n’est pas totalement fini et que cette proposition de loi nous offre un temps additionnel.

Vous vous êtes félicité du succès du 1^{er}-Mai, mais il a aussi été marqué par des violences et des inquiétudes sur l’avenir des libertés publiques.

Il faut condamner sans équivoque les dégradations des biens et les attaques contre la police par des individus, d’extrême gauche comme d’extrême droite, animés par des logiques de destruction. Mais ce ne sont pas le fait de manifestants qui sont là pour les droits sociaux. L’immense majorité du monde du travail manifeste de manière pacifique et conviviale. Elle exprime une colère sourde. Au sujet des libertés publiques, je ne suis pas de ceux qui estiment qu’on n’aurait plus le droit aujourd’hui de manifester. Mais il y a une pente dont il faut se méfier. Je m’inquiète qu’un gouvernement dans le champ républicain puisse utiliser des lois antiterroristes contre la contestation sociale, et je m’inquiète aussi lorsque quelques connards viennent taper du ►►







▲ Le 1^{er} mai 2023, Laurent Berger et Marylise Léon, qui devrait lui succéder en juin comme secrétaire général de la CFDT, défilent à Paris.

➔ flic et empêcher les gens de manifester pacifiquement dans plusieurs villes de France. De la même manière, je condamne lorsque des policiers commentent des violences injustifiées. **L'intersyndicale n'a pas jusqu'ici réussi à faire reculer le gouvernement. Ne fallait-il pas employer une autre méthode, appeler par exemple à la grève reconductible?**

La grève reconductible est un mythe, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour la déclencher. Les premiers syndicats de la CFDT en nombre d'adhérents sont ceux de la santé, de la propreté et de la sécurité en Ile-de-France, des services... Dans les manifs, ils nous disaient: la grève reconductible, vous oubliez! Pour des raisons financières, mais aussi de culture syndicale. Je n'ai pas de regrets sur la méthode. Il nous fallait deux choses: des chiffres de mobilisation importants – on les a obtenus – et le soutien de l'opinion. Or 60 % des Français pensent encore qu'il faut poursuivre la mobilisation syndicale, c'est inédit. Ce soutien, on le doit au fait que l'intersyndicale est restée unie, alors qu'on nous disait depuis le 10 janvier qu'on allait se foutre sur la gueule. Nous avons été responsables. Nous devons en tirer des leçons.

Avez-vous le sentiment d'avoir gagné sur ce plan-là?

Nous n'avons pas obtenu ce que nous souhaitions: à l'heure où l'on se parle, les 64 ans vont s'appliquer aux salariés. Mais le syndicalisme a joué son rôle. Si nous n'avons pas obtenu d'avancées, c'est qu'il y avait en face un impensé de la démocratie sociale et de la façon dont se gère une crise sociale. Je ne connais aucun pays européen comparable dans lequel une mobilisation pourrait durer trois mois sans qu'un responsable ne soit reçu par le gouvernement! C'est impensable en Belgique, en Espagne, en Allemagne...

Et pourtant, nous avons ouvert des portes, en proposant une pause. Même lors des mouvements sociaux de 1995 contre le plan Juppé, de 2006 contre le contrat première embauche ou de 2010 contre la réforme des retraites, il y a eu des contacts avec l'exécutif. Là, aucun! Il y a aussi eu un fait de jeu qui a tronqué le résultat avant même la fin du match: le recours au 49.3.

Le gouvernement vous réinvite à sa table pour de nouvelles discussions. Espérez-vous des avancées? Certaines victoires sont possibles, notamment sur les

salaires. Les minima sont au-dessous du smic dans 151 branches professionnelles sur 171. Au travail, la reconnaissance passe par le salaire. Elle passe aussi par le fait d'écouter les travailleurs sur leur vie au travail, la façon dont ils l'exercent. Ils doivent avoir leur mot à dire sur l'organisation du travail dans les entreprises, qui est une prérogative jalousement gardée par les employeurs jusqu'ici. On sent notamment une aspiration à réarticuler les temps professionnel et personnel. Le télétravail peut le permettre, mais il ne concerne que 30 % des travailleurs. Les 70 % restant se disent: « Nous sommes coincés, rien n'a été imaginé pour nous! » C'est pour cela qu'il faut ouvrir la discussion sur la semaine de 4 jours dans les entreprises. Cela ne peut pas être une solution qu'on impose d'en haut à tous les secteurs, mais un point sur lequel la discussion doit pouvoir s'ouvrir. Nous avons donc des choses à obtenir. Mais à une condition: que le gouvernement veuille vraiment écouter.

Vous le sentez prêt à ça?

L'exécutif a plusieurs options. Il peut décider de tout renvoyer à de la négociation entre partenaires sociaux – il faudra dans ce cas qu'il nous dise ce qu'il se passe s'il n'y a pas d'accord avec le patronat – ou arriver avec des mesures toutes prêtes et nous proposer de modifier des virgules. Nous pensons que le gouvernement doit s'engager à discuter vraiment des propositions des organisations syndicales sur des sujets qui touchent à la vie au travail. Jusqu'ici, c'est un impensé. Dans le débat public, le travail est vu tantôt comme un affreux lieu d'exploitation, tantôt comme une seule donnée productive et économique sans considération d'humain derrière. Au milieu, des millions de travailleurs se disent: « Mais de quoi parlez-vous? » Les Français veulent travailler mieux. Si personne ne répond à leurs attentes et à la colère sourde du monde du travail, il y aura du ressentiment dans les entreprises, dans les urnes, et de la conflictualité à tous les étages. C'est comme le feu dans la tourbe. La flamme finit par réapparaître à un endroit où vous ne l'attendez pas.

Après trois mois de fin de non-recevoir de la part du gouvernement, n'êtes-vous pas tenté par la politique de la chaise vide?

Non, car la politique de la chaise vide, c'est le syndicalisme aux mains vides. Bien sûr, certains militants et syndicalistes déçus préféreraient qu'on ne réponde pas aux invitations du gouvernement. La responsabilité d'un dirigeant syndical n'est pas de suivre le vent dominant de son organisation mais d'expliquer des choix qui peuvent déplaire. Ne pas négocier, ce serait renoncer à notre rôle de syndicalistes.

Dans ces discussions, chaque organisation syndicale va-t-elle venir avec ses propositions?

Non, nous avons décidé de travailler ensemble à des propositions communes et aussi que chacune puisse avoir des propositions en propre. Pour la CFDT, c'est clair, ça sera comme pour les retraites: on dit ce sur quoi on est d'accord, tout en acceptant d'avoir des nuances ou des désaccords entre nous.

L'intersyndicale a-t-elle de l'avenir dans ce fonctionnement-là?

Notre unité a été appréciée par les travailleurs. Et nous l'avons construite avec une maturité qu'on n'avait jamais eue jusqu'alors. En essayant de ne pas se coincer les uns et les autres, mais de travailler ensemble et de se

“SUR LA QUESTION DU TRAVAIL, UNE PARTIE DE LA GAUCHE S'EST 'BOBOÏSÉE'.”



respecter dans nos différences. Un mouvement syndical français uni est une force pour les travailleurs. Il faudra donc que chacun fasse des efforts pour continuer de travailler ensemble, tout en se disant nos désaccords et en acceptant de ne pas avoir toujours la même attitude. Nous ne sommes pas une seule organisation. Nous souhaitons faire des propositions partagées, mais l'intersyndicale ne doit pas devenir une prison pour les uns ou les autres.

Dans votre livre, vous pointez le fait que la gauche a une forme de déconnexion avec le monde du travail. Pourquoi?

Je crois qu'elle s'est fait piéger dans l'idée que le travail était un lieu d'exploitation et d'aliénation. Elle n'a pas vu qu'il pouvait être une source d'épanouissement, d'élargissement du collectif, d'autonomie, de reconnaissance. Sans doute parce qu'elle n'a pas réuni en son sein assez de travailleurs. Une partie de la gauche s'est aussi « boboisée ». Elle exerce le pouvoir dans des métropoles où ses électeurs les plus actifs sont des diplômés et elle a sans doute perdu une partie de sa capacité à parler du vécu de nombreux travailleurs. Elle considère qu'il y a des métiers nobles et des métiers moins nobles, dans lesquels vous devez forcément en baver.

Que conseillez-vous à ces politiques? De retourner dans les usines?

De s'ouvrir à des réalités sociologiques différentes, de retourner réfléchir sur le travail avec le monde intellectuel, de considérer que les syndicalistes ne sont pas une courroie de transmission mais qu'ils ont une expertise particulière. La droite doit aussi faire ce travail. Elle considère trop souvent le travail sous le prisme de l'emploi, comme une pure donnée économique et de création de richesses. Mais le travail n'est pas que cela. Il participe à l'émancipation, au lien social, au développement de territoires, on s'y fait des amis, on y tombe amoureux parfois. Le travail, c'est la vie. Durant des années, le chômage de masse a fait qu'on cherchait un emploi. Et maintenant, beaucoup, notamment parmi ceux qui ont la chance d'être qualifiés, cherchent un travail. Ils ont des exigences. Dans nombre de secteurs, les DRH voient que ce n'est plus celui qui embauche qui est en position de force.

Comment expliquez-vous que, dans les enquêtes d'opinion ou les votes, le Rassemblement national soit entendu dans le monde du travail?

Le RN n'a aucune proposition sur la question du travail. Mais il se nourrit du ressentiment social. Quand vous n'êtes pas considéré dans votre travail, quand vous avez le sentiment de ne pas être reconnu, de ne pas être respecté, qu'on vous marche dessus, il peut y avoir des comportements électoraux de la sorte. C'est pour cela qu'il faut remettre le travail au cœur du débat public. Le livre que je publie est une manière d'inciter tous les acteurs de la vie publique à sortir de l'impensé du travail.

Un syndicaliste comme vous pourrait-il participer à l'ave-

nir à la reconstruction de la gauche?

Le 21 juin, je quitte la direction de la CFDT, mais je ne vais pas m'enfermer dans une caverne. Je vais bien sûr m'astreindre à un peu de silence. Marylise Léon prendra les rênes et sera la seule habilitée à porter la parole de la CFDT. Je lui ai d'ailleurs demandé l'autorisation avant d'écrire mon livre. Quant à moi, je dois trouver un travail. Est-ce que je porterai une parole de citoyen? Oui! Mais je ne vais pas entamer une carrière d'homme providentiel ou de vieux sage! Je ne vais pas rejoindre une écurie politique, mais je continuerai à militer pour plus de solidarité. Mais il est trop tôt pour vous dire où et comment. ■

